



Conseil national des 3 et 4 juillet 2021

Résister et construire l'alternative

Lors de notre récent Congrès national, nous avons brossé les grands traits de la séquence politique en cours et dégagé les pistes de travail qui devaient être les nôtres.

Depuis notre Congrès, le Parti de Gauche redéploie sa force militante autour de l'horizon commun qu'est l'écosocialisme, tant comme partie prenante active et militante d'une internationale qu'en mobilisant les différents comités départementaux. La commission internationale se restructure, une école de formation verra bientôt le jour tout comme le comité d'actions et de réflexions sur l'écosocialisme.

Les interventions, les drapeaux du Parti de Gauche reflorissent peu à peu dans les luttes et les manifestations. Le Parti de Gauche souhaite incarner à nouveau cette exigence militante et démocratique pour guider les importants choix politiques dans lesquels notre mouvement s'engage dans la période qui s'ouvre.

La domination du Capital a de plus en plus de mal à s'imposer avec les seules légitimités institutionnelles et parlementaires.

En effet, la redistribution sociale se réduit pendant que des inégalités abyssales, générées par le capitalisme néolibéral globalisé, ne cessent de se creuser au niveau mondial comme national et aggravent les effets du capitalocène. Il y a contestation sociale.

L'écosystème est martyrisé et saccagé du fait du mode de production capitaliste de plus en plus prédateur et erratique. Il y a contestation écologique.

Dans un nombre croissant de pays, on observe de forts mouvements populaires à potentiel révolutionnaire qui bousculent les ordres établis et les politiques néolibérales en place. Il y a contestation démocratique.

Ces caractéristiques attestent d'une instabilité profonde du monde et du caractère volatile et explosif des tensions sociales, écologiques et démocratiques.

Pourtant, au plan mondial comme en France, les mouvements sociaux, écologiques et citoyens se cherchent et tentent d'organiser une contestation populaire générale.

Les éléments de résistance existent mais la mise en mouvement et en cohérence reste difficile d'autant que la crise sanitaire a profondément bouleversé nos rapports sociaux directs dans la dernière période.

À trois reprises et par décret, nous avons été enfermé·e·s, contraint·e·s dans notre vie, interdit·e·s de réunion et l'oligarchie en a profité pour accélérer la normalisation sociale et le contrôle numérique, par la limitation des libertés individuelles et collectives.

Le Gouvernement repousse inlassablement le curseur de l'autoritarisme. Après avoir vu la loi sur la sécurité globale partiellement censurée au mois de mai 2021 en tant qu'elle menaçait la vie privée ou les libertés fondamentales, la majorité parlementaire fait fi du Conseil des Sages pour présenter cet été une deuxième version de la loi sécurité globale, réintroduisant notamment l'usage des drones.

Dans le même temps, l'effondrement d'États et des conflits armés non internationaux interminables menacent la paix et la sécurité internationale. Des conflits entre puissances hégémoniques peuvent conduire à la guerre, même atomique.

Il n'y aura pas de paix ni de vie possible sans une interdiction rapide et l'élimination complète des armes nucléaires.

La France doit sortir de l'Otan contrôlée par les États-Unis qui risquent de l'entraîner dans une confrontation, y compris militaire, avec la Chine et la Russie.

Une autre caractéristique de la situation politique à l'échelle internationale est l'accentuation du vent mauvais qui souffle sur le monde avec une extrême droite, certes multiforme, mais dont les objectifs sont communs, avec un agenda qui s'impose dans le débat public et les politiques gouvernementales.

Dans le deuxième pays du monde, en Inde, mais aussi en Turquie, en Israël, au Brésil et en France, le fond de l'air commence à brunir.

Dans notre pays, les exemples sont légion. Nous assistons à une libération des exactions de l'extrême droite à l'encontre de nos militant·e·s qui se voient insulté·e·s, menacé·e·s de mort sur Internet et les réseaux sociaux, voire dans l'espace public.

Des militaires font une tribune adressée au président de la République, aux ministres, aux parlementaires et aux officiers généraux allant jusqu'à évoquer, dans cette lettre ouverte, la possibilité d'une « intervention de (nos) camarades d'active » afin de protéger « nos valeurs institutionnelles ».

Des parlementaires, en l'occurrence de la France insoumise, sont molesté·e·s et mis·e·s à terre par la police sans que cela ne suscite d'indignation générale dans les médias et au sein du monde politique. La plupart des syndicats de police appellent à un meeting devant l'Assemblée nationale pour réclamer, entre autres, l'automatisme de peines plancher, ce qui est une atteinte à l'individualisation des peines et à la séparation des pouvoirs. Toutes les formations politiques de notre pays se sont jointes à cette manifestation, à l'exception de la France insoumise, du Parti de Gauche et du NPA.

Ce type de coalition, au nom de l'ordre et de « valeurs » jamais définies, nous a amené des jours sombres le siècle dernier. Ceci pourrait passer pour un épiphénomène conjoncturel spécifique à notre pays si des faits similaires n'existaient pas ailleurs dans le monde (Turquie/Kurdistan, Amérique latine, Europe).

Même l'UEFA fait pression sur les équipes nationales qui souhaitent manifester leur antiracisme ou leur soutien au mouvement LGBTI pour les empêcher de le faire, au nom des « valeurs du sport ». Le tout se passe dans une violence larvée ou exacerbée.

Le 12 juin était une date importante « pour les libertés et contre les idées d'extrême droite ». Plus d'une centaine de manifestations ont eu lieu dans le pays, rassemblant au total 100 000 personnes. Une bonne reprise de mobilisation mais loin d'être suffisante pour organiser une riposte d'ampleur. Cependant la division du mouvement ouvrier et démocratique dans son ensemble perdure, avec des dates de mobilisations dispersées, entravant cette nécessaire riposte.

La séquence qui a occupé nos forces militantes ces deux derniers mois concerne les élections consulaires, régionales et départementales. Jusqu'au mois d'avril, nous ne savions même pas si elles auraient lieu ou pas. Quand enfin une date a été donnée, les conditions du débat démocratique n'étaient pas réunies puisque, crise sanitaire oblige, nous ne pouvions organiser des rencontres avec nos concitoyen·ne·s en « présentiel » (réunion d'appartements, porte à porte, marchés, réunions publiques ...). La date ayant été donnée tellement tard que le délai entre le dépôt des listes et l'élaboration du matériel officiel a été considérablement réduit.

Pour le Gouvernement, la démocratie se limite à se rendre aux urnes sans campagne équitable. Nous sommes bien loin de la construction d'un vote éclairé.

Pire, ni l'État ni les mairies, dans la Ve République, ne sont en capacité d'organiser les élections intermédiaires. Ainsi à Marseille, plusieurs bureaux n'ont pu ouvrir à l'heure, faute de président·e. Le matériel officiel n'a pas été acheminé chez tou·te·s les électeur·trice·s et, dans bien des endroits, il n'y avait pas assez d'isoloirs pour deux scrutins. Une société privée a jeté des milliers de professions de foi à la poubelle. Des centaines de milliers voire des millions de personnes n'auraient pas reçu le matériel électoral en amont du vote.

Le groupe parlementaire de la France insoumise a demandé une commission d'enquête.

La sanction électorale a été sans appel. 2/3 des français·e·s et 85 % des jeunes de 18 à 35 ans ne sont pas allés voter, ils et elles ont massivement boudé l'isoloir.

Face à ce si grand nombre d'abstentionnistes, il ne sert à rien d'ergoter sur les raisons, catégorie par catégorie, de la sociologie des non-votants.

Face à l'insurrection froide que révèle cette grève civique, ni le vote par correspondance, ni le vote obligatoire, ni telle ou telle autre martingale ne permettront seuls de ramener politiquement nos concitoyen·ne·s aux urnes.

C'est au peuple qu'il appartient de refonder le pacte républicain, plus que jamais la constituante vers une VI^e République est d'actualité. L'expérience en cours au Chili pour se débarrasser d'une constitution héritée de Pinochet montre la voie que nous pouvons suivre.

Nous pouvons dire à l'issue de la dernière séquence électorale que les partis politiques dit « traditionnels » par opposition aux mouvements, sortent renforcés quand il s'agit d'élections locales. Ceci est probablement lié à un maillage militant du territoire au quotidien, par les président·e·s sortant·e·s des institutions départementales et régionales, des élu·e·s et les structures locales des partis. La prime aux sortant·e·s a été renforcée par l'agitation de l'épouvantail du Rassemblement National. Les partis de la « gauche traditionnelle » ont imposé un système d'alliance à géométrie variable. La France insoumise n'a pu travailler que dans ce cadre contraint en recherchant localement les moins mauvaises solutions, sur des contenus programmatiques, compte tenu de la nécessité (reconnue aussi par le Parti de Gauche) d'acquérir des positions dans les institutions. Nous pouvons de ce point de vue nous féliciter d'une vingtaine de conseiller·ère·s régionaux·ales dont la moitié est au Parti de Gauche. Nos résultats révèlent toutefois un ancrage dans la société insuffisant. Ils doivent nous amener à en identifier les causes possibles et à en tirer des leçons pour l'avenir. Le Parti de Gauche, du fait de sa place historique dans le mouvement de la France insoumise et de sa capacité à organiser un processus d'analyse collective et partagée, peut être en mesure de contribuer utilement à ce bilan. De plus, défenseur·euse·s de la révolution citoyenne par les urnes, nous ne pouvons que constater amèrement soit le désintérêt, soit le retrait volontaire de la cause publique de trop nombreux·euses concitoyen·ne·s. La crise sanitaire, la crise économique, la crise sociale et la crise politique ont achevé la Ve République. Afin de lutter contre l'abstention, nous devons soutenir la prise en compte du vote blanc et le renforcement de l'éducation civique.

Une phase s'achève. Chacune des forces qui ont joué la comédie de l'unité en vue de l'élection présidentielle tire de ces élections prétexte à justifier l'inflation de candidatures proclamées dès le lendemain du second tour. Nous qui avons de longue date prôné la fédération du peuple plutôt que le cartel des appareils, pouvons aborder la nouvelle séquence sous la bannière de l'Union populaire autour de notre candidat Jean-Luc Mélenchon en nous appuyant sur cette validation de nos analyses.

Le système capitaliste dans sa version libérale, tel que nous le vivons en ce moment, a su tirer son « épingle du jeu » pendant la période COVID (qui n'est probablement pas finie). Rappelons qu'il y a un an et demi, au début de la crise sanitaire, tous les voyants étaient au rouge. Les économistes nous prédisaient une crise économique sans précédent. Les grandes fortunes sont même allées jusqu'à faire des tribunes pour appeler à payer plus d'impôts, sentant que les populations acceptaient de moins en moins bien les inégalités.

Pendant ce temps les gouvernements libéraux continuaient les contreréformes pour nous faire payer les conséquences de la crise que le système capitaliste lui-même avait engendrée. Il ne s'agit pas de complot mais d'intérêts objectifs communs aux capitalistes et à leurs laquais. Cela s'appelle conscience de classe.

Le macronisme s'est ingénié à accélérer le démantèlement des services publics, encore ces dernières semaines dans la santé, l'énergie, la Poste, l'ensemble des services de l'État et en ce moment avec une désorganisation sans précédent du baccalauréat et la destruction du système éducatif et universitaire. Cependant, des points ont été marqués avec les décisions du conseil d'État défavorables au Gouvernement, notamment sur l'assurance chômage.

Les profiteur·euse·s de crise poursuivent les destructions d'emplois et délocalisations d'entreprises. Ce faisant, non seulement ils et elles brisent des vies, mais obèrent les capacités du pays à faire face à la bifurcation écologique.

La politique qu'ils et elles mènent suscite le rejet de celles et ceux dont elle aggrave la précarité et l'exploitation, qui l'expriment par l'abstention massive.

Alors que les préoccupations majoritaires dans l'opinion publique trouvent leurs réponses dans l'Avenir en Commun :

- 9 Français·e·s sur 10 sont pour l'augmentation des salaires,
- 9 sur 10 pour créer un pôle du médicament,
- 9 sur 10 pour interdire le glyphosate,
- 8 sur 10 pour rétablir l'impôt sur la fortune,
- 8 sur 10 pour taxer les profiteurs de crise,
- 7 sur 10 pour la proportionnelle aux législatives,
- 7 sur 10 pour le RIC,
- 7 sur 10 pour la sortie du nucléaire,
- 6 sur 10 pour la VI^e République,
- 6 sur 10 pour la semaine de 4 jours,
- 6 sur 10 pour le RSA des jeunes.

Notre mission est donc de proposer ce débouché politique, d'agréger autour d'un programme de rupture avec le capitalisme et la Ve République.

Les jours qui viennent doivent être ceux de la lutte de classe et de la construction quotidienne de l'alternative.

La laïcité, garante de la concorde civile et de l'émancipation citoyenne, doit être la boussole de tout combat politique. Le détournement qui en est fait par des milieux conservateurs doit être combattu.

Le réarmement moral de la gauche implique donc un cours nouveau pour notre parti. Il s'agit de se mettre au diapason de la société. Elle a montré à de nombreuses reprises sa disponibilité pour se mobiliser : sous les gouvernements de Sarkozy, Hollande et maintenant de Macron, lorsque les valeurs essentielles étaient mises en cause, pour résister aux assauts du capitalisme et poser ses revendications. Loin d'être un obstacle, cette disposition facilitera et enrichira le travail du Parti de Gauche et, au-delà, de la France insoumise et de toute la gauche au gouvernement. Au moment où le mouvement social se réveillera, les femmes et les hommes engagé·e·s à nos côtés pourront lui proposer une perspective, un mot d'ordre et en définitive une norme au moment des arbitrages : l'égalité des droits. Cette revendication de l'égalité des droits est née du mouvement social lui-même. Elle a été portée jadis par des associations comme SOS Racisme, comme une réponse à l'exclusion sociale de la jeune génération en partie issue de l'immigration et contre la résurgence de l'idéologie anti-égalitaire et raciste. Elle s'est imposée ensuite comme le mot d'ordre exprimant le mieux les préoccupations les plus diverses de la période contemporaine. Une autre approche de l'exercice du pouvoir est ainsi possible : celle qui se donne pour objectif et pour moyen de son action une société mobilisée. S'attaquer aux inégalités, réduire l'éventail des salaires, abattre les citadelles technocratiques dans l'État et l'économie, réaliser l'égalité politique et professionnelle des hommes et des femmes, renouveler les institutions : aucun de ces objectifs ne peut être atteint sans mettre en cause des privilèges et des situations acquises ! Pense-t-on le faire sans rapport de force ? Aucune transformation n'est réalisable sans la mobilisation des acteur·trice·s du changement. Celles et ceux qui ne veulent pas de la société mobilisée ne veulent tout simplement pas le changement puisqu'ils et elles n'en veulent pas les moyens.

Il nous appartient de nous mettre en mouvement afin de permettre aux citoyen·ne·s de se ressaisir de services et moyens qui sont au cœur du fonctionnement d'une république.

« Liberté, Égalité, Fraternité, c'est plus qu'une devise : c'est une feuille de route ! » (Jean-Luc Mélenchon)